

La Grèce et son chèque en blanc : victoire de la démagogie ou de la démocratie ? ; Agnès Saal et ses notes de frais : naufrage d'une aristocratie d'Etat ? ; les riches ralentisseurs de croissance



Beaucoup d'affaires de gros sous cette semaine dans nos médias... La dette grecque, bien sûr, ou comment sauver l'Europe (sa face, son avenir, son Histoire... et son portefeuille) ; mais aussi les 500 plus grosses fortunes de France... C'est la revue de presse des hebdomadaires, par Sandra Freeman.

Avec Sandra Freeman

Evidemment l'actualité qui fait la Une de nos hebdomadaires cette semaine, c'est la Grèce et les conséquences du « non » de son peuple au référendum ! Et au delà des faits qui se sont déroulés cette semaine, on sent bien les différents sentiments qui portent les hebdomadaires cette semaine. Quand « l'Obs » affirme totalement son attachement à la Grèce, en titre : « Jamais sans la Grèce » ! « Le Point » paraît plus en colère.

Alexis Tsipras : érigé au rang de figure de la mythologie ?

C'est un peu ce que craint « Le Point » qui propose ce titre en couverture : « Les charlatans contre l'Europe » et annonce (avec grande inquiétude) « un big-bang idéologique ». Qui sont ces « charlatans » ? Désormais, « Marine Le Pen, Cécile Duflot et Jean-Luc Mélenchon ont la même idole : Tsipras ». Mais ils ne sont pas les seuls. Le journal liste aussi Dupont-Aignan, Henri Guaino, le banquier Matthieu Pigasse, Edwy Plenel, Natacha Polony, Thomas Piketty... « Bref de l'extrême gauche à l'extrême droite, une vaste coalition politique intellectuelle et médiatique hétéroclite s'approprie le non grec », s'inquiète l'hebdomadaire quand tous ceux-là se réclament d'Alexis Tsipras « érigé au rang de figure mythologique pour son courage et sa détermination face à la bureaucratie bruxelloise ».

Alexis Tsipras : Face à la peur et face au courage

« Le Point » publie d'ailleurs en « exclusivité » une interview d'Alexis Tsipras ... Mais attention les questions ne datent pas d'aujourd'hui, de « quelques semaines avant le référendum ». Cette interview avait été accordée à la revue « Politique internationale ». Aujourd'hui son intérêt, c'est qu'elle permet de révéler quelques « ressorts de cet homme politique hors norme ».

Ses idoles de jeunesse ? « Che Guevara, Fidel Castro, et pour ce qui est de l'Europe, Enrico Berlinguer ». Mais il y a aussi Roosevelt aux Etats-Unis qui a dit « La seule chose dont il faut avoir peur c'est de la peur elle-même ». « Cette phrase, explique Tsipras, est devenue pour moi une sorte de devise qui me donne chaque jour la force d'avancer ».

La personnalité qui a le plus de courage en politique selon lui ? « De nos jours, celui qui fait preuve du plus grand courage est le pape actuel, le pape François. J'ai eu la chance de le rencontrer par l'intensité de sa spiritualité et sa tendance à aller au fond des choses ».

Lire des phrases comme « aller au fond des choses » ou « avoir peur de la peur elle-même » résonnent aujourd'hui bien autrement... forcément.

La Grèce : la représentation d'une « Tragédie » !

Pour évoquer ce qui s'est déroulé ces derniers jours, « L'Obs » utilise le déroulé et la forme d'une tragédie grecque en 5 actes expliquant « pourquoi le piège s'est refermé »... comme si c'était écrit, comme si c'était son (notre) destin. Retour sur les faits, comme si on était au théâtre :

Acte 1 : « Sommet à l'encre rouge » : le 22 juin, les créanciers considèrent que Tsipras n'a pas prévu « assez de coupes budgétaires », sa copie revient pleines de corrections à l'encre rouge.

Acte 2 : « La déflagration » : les 25, 26, 28 juin, la confusion règne et les résonances se font ressentir dans toutes les capitales européennes.

Acte 3 : « Un chèque en bois » : les 29, 30 juin et 1^{er} juillet, on croit de nouveau au rebond : « Il ne faut pas se suicider parce qu'on a peur de la mort » lance Jean Claude Juncker qui « parle avec ses tripes » avant de rajouter « la Grèce c'est l'Europe et l'Europe c'est la Grèce ». Mais, le 30 juin c'est le jour où « la Grèce est supposée rembourser le prêt de 1,5 milliard d'euros, octroyé par le FMI »... tout est bloqué. « Alexis Tsipras maintient l'appel à voter non » Les Européens

Acte 4 : « Deux pavés dans la Mare » : le 2 juillet, « le FMI publie une enquête explosive indiquant que même si les Grecs votent « oui » au plan des créanciers, la Grèce aura besoin de 50 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2018 ». Peu encourageant... mais l'entourage de Tsipras est ravi « paradoxalement » : « cela nous donne raison d'insister sur le fait que notre dette est insoutenable » !

Le 5 juillet : Les ultimatum n'ont pas effrayé les grecs. Le « non » l'emporte à 61,3%

Acte 5 : « Exit Varoufakis ». Exit donc le ministre des finances Grec en désaccord avec son premier ministre pour qui « refuser le programme des Européens ne signifie pas automatiquement sortir de la zone euro ». La Grèce cherche le nord. « Les allemands sont au bord de la crise de nerf. Les français commencent à renâcler. »

Le « Non » au referendum grec : Une preuve de « Démocratie »

« La démocratie est née à Athènes » rappelle Odile Benyahia-kouider, journaliste de « l'Obs », interrogeant l'historien régulièrement consulté par Angela Merkel, Heinrich August Winkler. Point du tout, lui répond-il : « c'est une légende dont il faut s'émanciper. La première démocratie moderne n'est pas née en Grèce mais aux Etats Unis à la fin du 18^{ème} siècle » avant d'ajouter que les électeurs à Athènes provenaient uniquement de familles bourgeoises, et que les esclaves ne votaient pas. Autant dire que Heinrich August Winkler exprime qu'il est révolté par l'attitude du gouvernement grec rappelant que « les vrais problèmes de la Grèce sont les réformes structurelles ratées depuis des décennies » et qu'aujourd'hui « Tsipras doit montrer sa volonté de réforme ».

La crise grecque : placée sous le signe de la « démagogie »

« On a dit que les grecs étaient entrain de réinventer la démocratie » qu'ils avaient inventé dans l'Antiquité, on avait presque fini par oublier qu'ils avaient également conçu, à la même époque, le concept de démagogie. Tirée de Démos, « peuple » et de « Agô » : conduite... La démagogie, nous rappelle utilement « Le Petit Robert », désigne une « politique par laquelle on flatte, excite, exploite les passions des masses »

Dans « Le Point » cette semaine, on s'inquiète : « Toute la crise grecque est en réalité placée sous le signe de la démagogie. Pierre-Antoine Delhommais étaye son propos en donnant divers exemples :

Démagogie, cas n°1, au niveau des commentaires : « En osant expliquer que tous les malheurs économiques de la Grèce viennent des politiques d'austérité menées depuis 2009 en contrepartie de l'aide financière accordée et de l'effacement partiel de la dette. Et en oubliant la folle dérive d'un pays ayant vécu pendant des années avant que la crise n'éclate, totalement au dessus de ses moyens... »

Démagogie, cas n°2, du côté des autorités européennes : « Dans le fait d'avoir accepté, pour des raisons historico-culturelles et parce que, pour reprendre la formule de Giscard « on ne fait pas jouer Platon en deuxième division », l'entrée de la Grèce dans l'euro en fermant soigneusement les yeux sur ses archaïsmes, son retard et son opacité économiques. »

Démagogie, cas n°3, du côté des responsables européens (encore) : « de continuer à faire croire aujourd'hui aux Grecs qu'au prix de quelques efforts et réformes supplémentaires ils seront définitivement tirés d'affaire... »

Un exemple pour sortir de la démagogie ?

L'idée « serait de la part de Alexis Tsipras de persuader les Grecs de mettre leur orgueil de côté »...

(Peut-être, Alexis Tsipras lui-même, met-il déjà un peu son orgueil de côté ! En lisant la page « confidentiel » de « Challenges », on apprend que la société de conseil allemande « Goetzpartners », « a été discrètement désignée pour épauler le gouvernement Tsipras dans le cadre de ses négociations avec les créanciers de la Grèce. Le mandat est effectif depuis le 21 juin »).

Faire sortir la Grèce de l'Europe... pour (sortir de la démagogie et pour) sauver l'Europe

Sans trop parler philo, ni littérature, « L'Express » s'interroge « comment sauver l'Europe ? ». Ses réflexions sont surtout économiques et stratégiques... « ne pas relâcher la discipline budgétaire tout en préservant la monnaie unique : pour Bruxelles, la voie est étroite », recadre le magazine... Et donc, pour s'orienter vers une sortie de la Grèce de la zone euro ? Le magazine s'appuie sur « le scénario désormais privilégié par les analystes des banques américain, britannique et japonais, JP Morgan, Blarclays, Nomura », depuis le vote du 5 juillet, soit une sortie de la Grèce de la zone euro, mieux pour la Grèce (« le coût économique et social serait redoutable à court et moyen terme ») et pour le reste de l'Europe : « Pour la zone euro, ramenée à 18 membres - une fois le risque de contagion circonscrit grâce au pilotage habile de la Banque centrale européenne - ce devrait être l'occasion de pousser plus avant les feux de l'intégration politique. Le désastre grec conduirait ainsi à une Europe plus resserrée, et in fine, revigorée » ! Mathématique !

Romano Prodi : Le problème de l'Europe : c'est qu'on fait de« l'arithmétique », pas de la politique !

« L'Obs » ouvre ses colonnes à Romano Prodi, l'ancien président du Conseil italien puis de la Commission européenne, qui a piloté directement l'euro. Il parle d'une « Europe « sans politique » et sans « idées », vouée à « l'obsession comptable et à l'arithmétique »... Mais, c'est impossible de gouverner « à l'arithmétique », selon lui.

Et quant au « Non » grec. Est-il compréhensible pour Romano Prodi ? et bien oui ! il dit « Je comprends parfaitement que les grecs préfèrent une misère autogérée à une austérité téléguidée. Je les absous ». il les absout au point même de traduire l'intention des grecs : « Ils ont seulement dit qu'ils souhaitent des négociations ultérieures » et pour étayer sa pensée : « le soutien populaire allié à la démission de Varoufakis fait penser qu'un compromis est possible ». Alors...

Valéry Giscard d'Estaing : « il faut mettre la Grèce en congé de l'euro » mais qu'elle reste dans l'Europe.

Interrogé par « L'Express », VGE ne tranche pas mais prend position : « Il faut mettre la Grèce en congé de l'euro. Je dis « mettre en congé » plutôt que sortir qui a quelque chose de « punitif ». Mise en congé, la Grèce rejoint la situation des neuf pays européens qui n'ont pas l'Euro et se gouvernent avec leur monnaie nationale (exemples de la Suède ou du Danemark). Donc pour être clair : « le message est partir de telle date, vous ne faites plus partie de la zone euro, mais on ne vous chasse pas de l'Europe » !

Agnès Saal : « Une saal affaire » d'argent et le naufrage d'une aristocratie d'Etat

« L'Obs » revient aussi cette semaine sur l'affaire de la PDG de l'INA qui a dépensé 40 000 euros de taxis en quelques mois. Elle a été « virée de la présidence de l'INA » mais surtout, ajoute le magazine, « Agnès Saal est ainsi devenue un symbole, celui du naufrage d'une aristocratie d'Etat déconnectée du monde réel ». Pourquoi cela ? Parce que certains ont dénoncé dans une Tribune de « Libération » intitulée « trop c'est trop » sa « lapidation publique » et son « honneur foulé aux pieds ». L'ancienne ministre de la Culture Catherine Tasca l'a aussi défendue, rapporte « L'Obs » déclarant qu'Agnès Saal « n'a pas tué père et mère », et qu'« il n'y a pas de quoi l'envoyer au peloton d'exécution ».

« Au regard des deniers de l'Etat, il est vrai que la faute d'Agnès Saal semble vénielle, de l'avis de tous les hauts fonctionnaires interrogés par « L'Obs ». Cette réaction de caste interroge le magazine qui avance que « l'affaire Saal dépasse aujourd'hui largement sa personne. Elle pose de fait, la question du fonctionnement de l'Etat et de son administration ».

Marine Le Pen et son microparti « Jeanne » : un système de surfacturation au détriment de l'Etat qui s'élèverait à 10 millions d'Euros ?

De son côté, « L'Express » enquête sur « Jeanne », le microparti créé en 2010 au bénéfice de Marine Le Pen, qui « est soupçonné d'avoir récupéré illégalement de l'argent public pour financer les campagnes des candidats frontistes... une enquête qui pourrait aboutir à la mise en cause de la présidente du FN ».

A quoi sert « Jeanne » ? « L'Express » rappelle que ce microparti est « tout entier dévoué à Marine Le Pen, pour collecter de l'argent au bénéfice de ses campagnes présidentielles, celles de 2012, comme celle à venir de 2017 ». Le magazine recadre que c'est « une pratique usuelle chez plusieurs de ses adversaires politiques et parfaitement légale ».

Et donc, quels sont les soupçons ? Ça porterait sur « un éventuel système de surfacturation au détriment de l'Etat ». Et le préjudice global subi par l'Etat s'élèverait donc à... environ 10 millions d'Euros »

Le FN serait aussi suspecté d'avoir bénéficié d'abus de biens sociaux au détriment de la société Riwal. « L'Express est en mesure de révéler que Riwal a acheté 44 photocopieuses au bénéfice du Front pour un montant d'environ 200 000 euros, ce qui est qualifié par les juges d'abus de bien social. Après l'ouverture de l'information judiciaire, le FN a remboursé la somme sans que cela n'annule de délit » explique le journal.

Et enfin, il y aurait aussi « un signalement Tracfin, (l'organisme chargé de la détection des flux financiers suspects au ministère de l'Economie et des Finances), qui a pointé d'importants mouvements de fonds de Riwal vers Jeanne entre avril 2012 et janvier 2014 (près de 7 millions) »...

Encore une affaire de gros sous... enfin, tout est relatif !

Les riches de plus en plus riches : la moitié de la richesse (97 000 milliards d'euros) entre les mains de 1% de la population

« Challenges » titre cette semaine sur les « fortunes de France ». Et avant d'aborder toutes les questions qui nous fascinent du genre : d'où viennent les riches ? Comment se sont-ils faits ? Tout seul ? Sont-ce des histoires de familles ? et bien d'autres... le

magazine publie dans ses premières pages un graphique montrant que les riches sont de plus en plus riches... et ce « même en France ». En trente ans, « la concentration de la richesse dans le monde s'est nettement accélérée ». De fait, désormais, c'est « près de la moitié de la richesse existante (97 000 milliards d'euros) qui est entre les mains de seulement 1% de la population ». Une étude du FMI, rapportée par « Challenges » montre que cette concentration contribuerait « à ralentir la croissance »

Mais ça ne suffit pas à « Challenges » pour s'en offusquer d'avantage... le plus fort c'est que les riches, ça fascine.

... Mais c'est qui le plus riche ? Le classement 2015 des « 500 »

Ainsi, dans le classement des 500 plus riches en France... qui est le premier ?

C'est Bernard Arnault, avec une fortune estimée à 34 660 millions d'euros. Suivent ensuite, Liliane Bettencourt et ses 30 900 millions d'euros, Axel Dumas et la famille Hermès avec 24100 millions, la famille Mulliez d'Auchan, avec 23000 millions, devant Dassault et ses 17500 millions. Patrick Drahi (dont la courbe de la fortune ne commence qu'en 2008) se hisse en 6^{ème} position avec 16700 millions d'euros... Après lui, se trouve la famille Wertheimer qui possède Chanel et 16500 millions d'euros, Pinault et ses 12700 millions, Bolloré (11140 millions), Niel (7830 million)... Bref il y en a donc 500 ! Parmi eux, j'ai relevé Pierre Gattaz (Radiall) qui est 155^{ème} avec 385 millions d'euros, Arnaud Lagardère qui est 225^{ème} avec 290 millions, et Marc Cimoncini et Alain Weil qui sont ex æquo 330^{èmes} avec des fortunes estimées à 180 millions.

Et le plus pauvre (des riches) ? C'est Alain Ducasse 500^{ème} avec une fortune s'élevant tout de même à 82 millions... ça fait une sacrée quantité de petits plats dans les grands, non ?!